

Poursuite du retournement du marché du travail : le chômage à 8,8 % fin 2027

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Magali Dauvin, OFCE, DAP

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

Contexte macroéconomique
Cadrage et prévision

Emploi

Ménages
Entreprises
Finances publiques
Commerce extérieur

International

Synthèse internationale
Politique monétaire
Finances publiques
Inflation
Marché du travail
Commerce international

Analyses Pays

Allemagne
Espagne
Royaume-Uni
États-Unis
Chine
Asie (hors Chine)

Comptes Pays

Allemagne
Espagne
France
Italie
Royaume-Uni
États-Unis

Veillez citer ce travail comme suit :

Magali Dauvin (2026). « Poursuite du retournement du marché du travail : le chômage à 8,8 % fin 2027 », *Prévisions d'octobre 2026, IFE|OFCE*.

Première publication : 14 octobre 2026

Dernière modification : 13 octobre 2026

Contact

Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
<https://www.ofce.fr>

Poursuite du retournement du marché du travail : le chômage à 8,8 % fin 2027

Perspectives 2026-2027 pour l'économie française

Magali Dauvin

1 L'emploi non salarié prend le relais

Au premier semestre 2026, l'emploi total a progressé de 47 000 malgré le repli de l'activité (la valeur ajoutée de la branche marchande non agricole a reculé de 0,1 %). Cette hausse repose entièrement sur l'emploi non salarié (+70 000), l'emploi salarié reculant de 23 000¹.

Ce découplage s'est amplifié depuis fin 2023. Le nombre de non-salariés a augmenté de 256 000 et leur part dans l'emploi total est passée de 11 % à 11,8 %². Sur un an, l'emploi salarié est passé de +0,6 % à -0,3 %, tandis que l'emploi non salarié accélérât de +2,3 % à +3,4 %. Au total, la progression de l'emploi a ralenti, de +0,8 % à +0,2 %.

D'un point de vue sectoriel et au premier semestre, le recul de l'emploi est quasi généralisé. La construction et les services aux entreprises enregistrent à elles deux près de 20 000 destructions nettes (19 000 créations nettes d'emplois non salariés contre 39 000 destructions nettes du côté des salariés), tandis que l'emploi dans les services principalement non marchands progresse (+12 000), dont trois quarts en non-salarié.

Mi-2026, le volume total d'heures travaillées diminue de 0,1 % sur le semestre, tout en demeurant supérieur de 6,3 % à sa moyenne de 2019. L'emploi dépasse son niveau

¹La dernière fois que de tels chiffres ont été observés, c'était en 2021, notamment au deuxième semestre: 89 100 emplois non-salariés avaient été alors créés. Ces chiffres se basent sur les estimations d'emploi trimestrielles de l'Insee, exprimées en fin de trimestre.

²Selon la comptabilité nationale, les destructions du premier trimestre ont été compensées par les créations au deuxième trimestre. La majeure partie des destructions nettes concerne les salariés du secteur marchand non agricole (-52 000 emplois).

d'avant-crise de 6,9 %, mais la durée individuelle du travail reste en retrait de 0,6 %. La valeur ajoutée de l'ensemble des branches se situant 7,2 % au-dessus de son niveau pré-Covid, la productivité par tête demeure quasi stable sur la période (+0,3 %). Dans le secteur marchand non agricole, la productivité horaire des salariés est également supérieure de 0,2 % à son niveau pré-pandémique.

Tableau 1 : Évolution du marché du travail

	2025		2026		2027						Fin 2025	Fin 2026	Fin 2027	
	en %	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Evolution en milliers														
Emploi salarié ^a	-44	3	-32	-17	-49	-2	-17	-20	-47	-20	-70	-99	-104	
Marchand ^a	-50	5	-28	-24	-51	-3	-19	-22	-48	-22	-59	-105	-110	
dont politique de l'emploi	-50	46	-16	-14	-29	11	-11	-3	-35	8	-29	-48	-41	
Non marchand ^a	6	-2	-4	7	2	2	2	2	2	2	-5	6	6	
dont politique de l'emploi	-9	2	-2	-4	-5	0	-2	-1	-5	4	-14	-11	-5	
Emploi non salarié ^a	24	24	24	26	23	23	22	22	22	22	94	96	88	
Emploi total ^a	-21	27	-8	9	-26	21	4	-2	-29	15	25	-4	-16	
dont politique de l'emploi	-59	49	-18	-18	-34	11	-10	-5	-37	24	-43	-59	-46	
Evolution en %														
Emploi total	-0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	-0,1	
Population active	0,1	0,3	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,8	0,5	0,3	
Taux de chômage ^a	7,8	8,0	8,1	8,3	8,4	8,4	8,5	8,6	8,7	8,8	8,0	8,5	8,8	

^a En glissement trimestriel (pour les trimestres) et annuel (pour les années). ^b Au sens du BIT, en % de la population active.

Notes de lecture : Au deuxième trimestre 2026 et par rapport au trimestre précédent, 9 000 emplois ont été créés, les destructions d'emplois salariés (-17 000) ayant été plus que compensées par les créations d'emplois non salariés (+26 000). Sur la même période, le taux de chômage représentait 8,3 % de la population active, soit une augmentation de 0,2 point sur le trimestre.

Sources : Insee (Enquête emploi pour le chômage, Comptes nationaux trimestriels pour l'emploi), Dares, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

En prévision, nous anticipons environ 200 000 destructions nettes d'emplois salariés dans le secteur marchand entre fin 2025 et fin 2027 (tableau 1). Ces destructions résultent d'abord d'une activité peu dynamique, conjuguée à la poursuite des gains de productivité, qui limite les besoins en main-d'œuvre des entreprises. S'y ajoutent un rythme élevé de défaillances d'entreprises et la réduction des dispositifs de politique de l'emploi, notamment l'alternance (-60 000 d'apprentis). Le secteur non marchand, bien qu'affecté par la baisse des contrats aidés (-16 000), verrait une légère augmentation des salariés sur les deux prochaines années (+12 000).

³Nous suivons les prévisions de l'Insee sur l'évolution de ce type d'emploi: + 24 000 en moyenne par trimestre. On rappelle la réduction du dispositif Acre à partir du 1^{er} juillet 2026. Voir Insee, *Vigilance orange sur la croissance*, Note de conjoncture, 10 septembre 2026.

L'emploi non salarié poursuivrait son évolution à contre-courant, avec environ 100 000 créations nettes par an³, portant sa part dans l'emploi total à 12,2 % fin 2027, contre 10,3 % en moyenne en 2019.

La productivité des salariés des branches marchandes progresserait à +1,7 % entre fin 2025 et fin 2027, soit comme la tendance de productivité pré-Covid estimée à +0,85 % [Ducoudré et Heyer, 2017].

2 Le taux de chômage retrouve son niveau de fin 2018

Le taux de chômage au sens du BIT augmente pour le sixième trimestre d'affilée, et affiche une hausse de 0,7 point sur un an pour atteindre 8,3 % de la population active mi-2026 (tableau 2)⁴, soit 261 000 chômeurs supplémentaires. Cette hausse reflète un emploi trop peu dynamique pour absorber la croissance de la population active : alors que le taux d'activité demeure quasi stable sur un an (+0,1 point), le taux d'emploi baisse de 0,5 point sur la même période.

La dégradation est particulièrement marquée chez les 15-24 ans. Leur taux d'activité ne fléchit pas, mais leur taux d'emploi recule d'un point en un an tandis que leur chômage augmente de 2,5 points: il atteint désormais 21,6 % contre 15,1 % de la population active en moyenne en zone euro au 2^e trimestre 2026. Les alternants sont particulièrement affectés : la part des 15-64 ans en emploi sous contrat d'alternance recule de 0,2 point en un an, à 2,3 %. Les 25-49 ans et les 50 ans et plus subissent également cette dégradation sur un an, avec des hausses de chômage de 0,5 et 0,7 point respectivement. Finalement, le taux d'emploi recule à 69,0 % (-0,5 point sur un an) tandis que le taux d'activité progresse à 75,4 % (+0,2 point au 2^e trimestre 2026).

Du côté des seniors, le taux d'activité des 55-64 ans progresse de 0,8 point sur un an (+0,3 point pour les 50-64 ans), tandis que leur taux d'emploi gagne 0,4 point (contre -0,2 point pour les 50-64 ans). Cette progression enregistrée reflète les effets de la réforme des retraites de 2023, celle-ci devant être moins marquée à l'horizon de notre prévision du fait de la suspension de cette dernière.

Selon l'Insee, la loi pour le plein emploi, entrée en vigueur en janvier 2025, explique près de la moitié de la hausse du chômage depuis fin 2024 (+1 point)⁵.

⁴ Il reste toutefois inférieur à son pic de mi-2015 (9,5 % de la population active) mais se situe aujourd'hui au même niveau qu'avant la pandémie.

⁵ Pour rappel, La loi pour le plein emploi (loi du 18 décembre 2023) prévoit, depuis le 1^{er} janvier 2025, l'inscription automatique auprès de France Travail des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par les Missions locales et des personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Cette inscription s'accompagne de la signature d'un contrat d'engagement et, pour les bénéficiaires du RSA, d'un objectif de 15 heures d'activité hebdomadaires. L'Insee invite à la prudence en précisant qu'il n'est pas possible de distinguer les effets de la loi pour le plein emploi des effets conjoncturels affectant ces publics.

Tableau 2 : Evolution de l'emploi, du chômage et de la population active

	2025		2026		2027		Fin 2025		Fin 2026		Fin 2027	
<i>En milliers, moyenne trimestrielle</i>	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Emploi (1)	-21	27	-8	9	-26	21	7	4	-22	4	25	-4
Chômage (2)	68	68	63	62	32	21	22	26	34	32	223	178
Population active (1) + (2)	47	95	55	71	6	42	29	30	11	36	248	175
Population active tendancielle	51	45	48	48	24	22	35	31	28	25	216	142
Effet de flexion conjoncturel	-8	5	-4	1	-6	6	1	0	-5	2	-10	-4
Effet des politiques de l'emploi	-27	31	-5	-9	-11	15	-6	0	-12	9	-9	-10
Résidu	31	14	16	31	0	0	0	0	0	0	50	47
Variation du taux de chômage	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,5
Niveau du taux de chômage	7,8	8,0	8,1	8,3	8,4	8,5	8,5	8,6	8,7	8,8	8,0	8,5

Note de lecture: Au T2 2026 et sur un an, 7 000 emplois ont été créés et le nombre de chômeurs a progressé de 261 000. Au total, on recense une population active en augmentation de 268 000 en glissement sur un an à la mi-2026. L'évolution de la population active s'explique largement par une augmentation tendancielle de celle-ci (+192 000), l'effet des politiques de l'emploi (hors formation) (-9 000), d'un effet de flexion négatif (-16 000), et d'un résidu correspond à l'écart entre l'évolution de la population active et les trois premiers composants de celle-ci. La tendance de la population active est basée sur les projections de population active de 2022, y compris effet de la réforme des retraites 2023 et sa suspension fin 2026 et en 2027, et enfin la réforme de l'Assurance chômage de 2023.

Notes: Les arrondis peuvent expliquer des sommes de composantes différents des totaux.

Sources: Insee (Enquête emploi pour le chômage, Comptes nationaux trimestriels pour l'emploi), Dares (PoEm), prévision IFE-OFCE octobre 2026.

En 2026-2027, la population active n'augmenterait que d'environ 280 000 personnes, portée par la tendance démographique (+261 000). Une fois le résidu mis de côté⁶, le ralentissement s'explique principalement par la suspension de la réforme des retraites de 2023 avec un effet particulièrement marqué au dernier trimestre 2026 (tableau 2)⁷. À cette tendance ralentie s'ajoute une sortie nette de 27 000 personnes de l'activité : 19 000 sous l'effet de la flexion conjoncturelle liée aux destructions d'emplois, et 7 000 du fait des réductions des politiques de l'emploi⁸.

Au total, avec une quasi stabilité de l'emploi entre fin 2025 et fin 2027 et une progression de la population active, le chômage progresserait d'environ 300 000 personnes, portant le taux de chômage à 8,8 % fin 2027 (+0,5 point en 2026 et +0,3 point fin 2027). Aucune

⁶Nous rappelons que le résidu exprime la variation du « défaut de bouclage » de la population active, i.e. l'écart entre l'emploi des comptes nationaux trimestriels et celui de l'enquête emploi. En prévision, nous indiquons un écart stable soit un résidu égal à 0.

⁷Nous avons pris en compte de nouvelles projections démographiques. Pour ce faire, nous avons projeté les différents taux d'activité des projections de population active en 2022 ainsi que ceux modifiés dans la *variante 2023* aux dernières projections démographiques publiées en juin 2026. Nous avons gardé la part des logements ordinaires identiques à celle publiée en 2022. À cette nouvelle population active, nous avons pris en compte la suspension de la réforme des retraites de la même façon que dans « Réforme et suspension de la réforme des retraites : quels impacts sur les projections de population active à court et moyen terme? » (Blog OFCE, 30/01/26).

⁸Les totaux peuvent différer de la somme des composantes en raison des arrondis.

incidence additionnelle et spécifique de la loi pour le plein emploi n'est intégrée dans notre scénario en prévision⁹.

⁹L'Insee anticipe un taux de chômage de 8,6 % à fin de l'année 2026. La différence principale tient à des destructions nettes d'emploi dans notre scénario, contre une quasi-stabilité (+4 000 en moyenne trimestrielle) pour l'Insee. Par ailleurs la population active tendancielle est plus dynamique que celle calculée ici. Voir le tableau 5 de l'annexe statistique de la note de conjoncture de l'Insee, publiée le 10/09/26.